

# Saccage d'une école Musulmane à Saint Laurent A nouveau l'intolérable !...

Dans la nuit du 15 au 16 janvier, une école de l'avenue Bourassa, quartier Saint Laurent, a été touchée par de graves actes de vandalisme. Au delà du bilan matériel considérable – plus de 10 000 \$ en vitres brisées et 2 000 \$ pour la réparation des dégâts sur un des autobus de l'école –, le fait est intolérable. Car il a été attenté à un lieu de diffusion de savoir, c'est à dire à un endroit sacré entre tous, où des enfants apprennent et s'approprient les valeurs qui fondent l'humanité. C'est la seconde fois de telles choses, innommables, se produisent dans ce quartier.

La première, c'était il y a plusieurs mois, une école juive était partiellement incendiée ; aujourd'hui, c'est le tour d'une école francophone musulmane, l'école des Jeunes Musulmans Canadiens, d'être prise pour cible. Dans les deux cas, les attentats se sont produits dans un contexte de tensions sociales palpables. L'école talmudique a brûlé, on s'en souvient, alors que l'armée israélienne menait des opérations meurtrières au Liban.

S'exacerbaient ainsi des ressentiments latents, mais qui, parce que la cause était externe, ne pouvaient que s'apaiser avec la fin des hostilités.

L'expression d'une crise de société ? Dans la dernière affaire

en cause, les choses sont différentes. Ce qui a sans aucun doute poussé les vandales à agir, se déroule en interne. Cela a commencé avec un mauvais débat sur les accommodements raisonnables auquel d'aucun ont donné une coloration raciste ; puis est venu un sondage d'opinion un peu imprudent et dont les résultats ont, de manière générale, été interprété négativement. Nous avons donc là tous les éléments d'une crise de société qui ne peut que durer et produire une escalade.

Les raisons de l'attentat semblent claires; elles ont certainement pour noms xénophobie et racisme.

Alan de Sousa, maire de l'arrondissement Saint Laurent, semble le croire et déclare que « ce genre de gestes est condamnable » car « on ne peut pas tolérer des acte visant à intimider ou à blesser un individu ou un groupe en raison de son appartenance culturelle ». La directrice de l'école JMC rappelle pour sa part que l'école a, au cours de la seule année dernière, été la cible de trois attaques.

Les autorités compétentes refusent de se prononcer en ce sens. Selon en effet le service de police de la ville de Montréal, qui a ouvert une enquête, « la direction de l'école n'a reçu aucune menace en ce sens et les vandales

n'ont laissé aucun message haineux ».

Vivre dans la peur ou renoncer à vivre ici ? Il s'agit sans doute là d'une réserve de nature professionnelle puisque, sans négliger aucune hypothèse, aucune police au monde n'en privilégie jamais aucune en début d'enquête. Mais on aurait donc tort de prendre la chose à la légère. Car aujourd'hui, des citoyens ont peur. D'abord les 500 élèves de l'école, âgés de 5 à 16 ans, et leur parents qui craignent pour leur sécurité ; mais aussi d'autres citoyens montréalais dont bon nombre ne sont pas loin de penser que la communauté arabo-musulmane n'a plus sa place ici et

remettent en cause même leur choix de vivre au Québec. Est-il digne d'une société évoluée qu'une partie des siens vivent

dans la peur ou renoncent à leur pays fut-il d'adoption ? assurément non. Et pour que s'éteignent ce feu naissant, rien ne

remplacera une enquête rapide et efficace. Ensuite, on parlera de lutte contre le racisme et la xénophobie



10 000 \$ en bris de vitre. Mais surtout, des dégâts inestimables sur la confiance des parents et des élèves qui vivent désormais avec la peur...



Un autobus de l'école saccagé. Les vandales ont déversé une poubelle à l'intérieur du véhicule après en avoir brisé les vitres. Ces ordures sur les sièges ne seraient-elles pas un message de mépris et de haine ?